



Dans le viseur, au moins quatre personnalités, désormais interdites de poser les pieds dans l'hexagone.

Il s'agit principalement de celles-là qui prennent une part active au conflit qui sévit dans les régions anglophones. Depuis deux mois, Paris a décidé de ne plus leur permettre de fouler le sol français.

Ces personnalités ayant l'habitude de renouveler leur visa chaque année, se sont heurtées au refus catégorique des services du consulat de leur en délivrer.

En cause, Paris les accuse de tirer les ficelles dans l'ombre quant à la crise anglophone et d'empêcher la fin du conflit. Et au passage, elles s'en mettent plein les poches. Une attitude que la France fustige. Ainsi, depuis deux mois, ces officiels camerounais sont persona non grata sur le sol français. L'une de ces personnalités, ayant voulu même prendre un vol pour la France s'est vue refouler. Elle s'en plaint depuis lors. S'agissant d'une autre de ces personnalités, la France demande au président Paul Biya depuis longtemps de la démettre de ses fonctions.

Ces personnalités sont les partisans de la ligne dure concernant la crise anglophone, et qui ont tôt fait de torpiller les négociations que le gouvernement sous la houlette du premier ministre,

avait engagées avec les leaders sécessionnistes en prison. De plus, la France essaie de pousser Paul Biya vers un cessez-le-feu, elle qui est accusée notamment pas les Américains de ne rien faire alors que cette guerre a déjà coûté la vie à des milliers de personnes. Mais est-ce que cela peut suffire à pousser Paul Biya à changer de cap ? Dans son discours à la nation le 31 décembre dernier, l'on a constaté que lui-même est partisan d'une ligne dure et que ses sécuocrates ne font que suivre ses ordres.

Source: L'Avenir n°116
